REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 06 au 12 septembre 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Le développement stratégique des 10 prochaines années au cœur du débat
- Atelier de co-construction du plan de développement stratégique 2022+ de la COI
- Richard Randriamandranto : « L'océan Indien suscite de nombreuses convoitises »
- La Commission de l'Océan Indien retourne à ses fondamentaux

1.2 Projet santé-COI.....6
- Formation en épidémiologie : Trente professionnels de la santé reçoivent des certificats

1.3 Economie régionale.....8
- Le Programme régional des TIC tient un Atelier de validation de l'Étude de la cartographie des parties prenantes et enquête de base et de l'Étude sur le commerce électronique

1.4 Pêche.....9
- 35e Session du Comité des Pêches : Partage d'expériences de Madagascar sur la gestion de la pêche et de l'aquaculture

1.5 Société.....12
- La secrétaire générale de l'OIF rencontre les entrepreneurs de l'association EFOI

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....13
- Dr Olivier Pasnin (Reef Conservation) : « Cinq espèces d'herbiers marins, poumons de la mer, répertoriées dans les lagons mauriciens »
- Développement durable : Le MEDD procède à la revue semestrielle de l'UNDCF

2.2 Coopération.....15
- Coopération Moroni-Riyad…..
- Opportunités commerciales : Signature d'accord entre l'EDB et Business Unity South Africa
- Air Seychelles and Turkish Airlines sign codeshare agreement |10 September 2022

2.3 Changement climatique..... 18
- Le changement climatique met l'assurance à rude épreuve

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Le développement stratégique des 10 prochaines années au cœur du débat

Les pays membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) se sont retrouvés à Moroni hier 6 septembre pour échanger et reformuler les priorités et les besoins de notre pays dans la programmation du Plan de Développement Stratégique (PDS) pour les dix années à venir. La pandémie de Covid-19, le dérèglement climatique, l'insécurité et le multilatéralisme étaient au cœur des discussions.



L'Union des Comores à travers la Commission de l'Océan Indien (COI) a organisé un atelier de co-construction du Plan de Développement Stratégique (PDS) des pays membres dont les Comores. La rencontre a vu la participation des états membres dans le but d'assurer une complémentarité et une cohérence avec les priorités du pays et les actions des autres organisations telles que COMESA, SADC et l'IORA, pour la reformulation du nouveau plan du développement stratégique. Sur ce point, Imam Abdillah, directeur général de la coopération internationale et Officier permanent de liaison auprès de la COI montre que le nouveau Plan du développement stratégique du pays intervient dans un moment où le monde et notre région font face à des multiples crises dont la pandémie de Covid-19, des contrecoups de la conjecture économique actuelle, ou encore des problématiques de l'insécurité, la solidarité internationale et le multilatéralisme. « Il est question de faire valoir la voie, les positions, les priorités et les besoins de notre pays dans la programmation du Plan du développement stratégique de la COI », dit-il

L'atelier a réuni plusieurs acteurs et membres de la COI pour une réflexion basée sur la co-construction du PDS qui tient compte des défis comme le changement climatique, la sécurité et autres thématiques importants. Pour le Dr Ahmed Ouledi, enseignant chercheur à l'université des Comores, le principe est de se concerter sur les défis et formuler les besoins. « Les échanges doivent être fructueux afin de permettre à la COI d'avoir les outils requis pour une coopération régionale », dit-il.

Kamal Gamal

Lire aussi :

Commission de l'Océan indien (Coi) Des échanges sur les termes du plan de développement décennal Al-watwan.net

Voir aussi :

ORTC Le Journal du 09 Septembre 2022 :
https://www.youtube.com/watch?v=ZMB9xihAA0M

Atelier de co-construction du Plan de Développement Stratégique 2022+ de la COI



C'est sous la coordination de l'Officier Permanent de Liaison auprès de la Commission de l'Océan Indien et Directeur Général de la Coopération Internationale, M. IMAM Abdillah, que la COI organise, ce mardi 6 septembre au Retaj, un atelier de co-construction du Plan de Développement Stratégique (PDS) 2022+.

Annonces Google
Envoyer un commentaire
Pourquoi cette annonce ?

Cet atelier inclusif s'inscrit dans le cadre des recommandations du dernier Conseil des Ministres de la COI, tenu à Paris, en février 2022.

Devant les acteurs majeurs et parties prenantes nationales, l'OPL a précisé que ce rendez-vous revêt un intérêt particulier et hautement stratégique pour les Comores et pour la sous-région en général. « [...], il s'agira, au cours de nos échanges, de faire valoir la voix, les positions, les priorités et les besoins de notre pays dans la programmation du Plan de Développement Stratégique de la COI », devait-il annoncer rappelant, en effet, que cette approche doit assurer une complémentarité et une cohérence avec les priorités nationales donc le Plan Comores Emergent, mais aussi en lien avec les engagements pris à l'échelle régionale et internationale.

Face aux multiples crises que fait face le monde, s'agissant de la pandémie de la Covid-19, la situation économique actuelle, le dérèglement climatique et/ou l'insécurité, M. IMAM Abdillah a rappelé que plus que jamais, les contributions à apporter pour l'élaboration de ce document cadre de la COI pour les 10 prochaines années, doivent « refléter notre vision et notre ambition ».

Richard Randriamandranto : « L'océan Indien suscite de nombreuses convoitises »

Nommé en mars, le chef de la diplomatie malgache préside le conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien jusqu'en février 2023. Parmi ses priorités : la relance post-Covid, la sécurité maritime et la sécurité alimentaire. Entretien.



« Un porte-voix commun », c'est ainsi que Richard Randriamandranto, le chef de la diplomatie malgache, définit la Commission de l'océan Indien (COI). L'ancien ministre de l'Économie et des Finances a été nommé le 16 mars 2022 à la tête du ministère des Affaires étrangères de la Grande Île, en remplacement de Patrick Rajoelina. Il succède aussi à ce dernier à la présidence du conseil des ministres de la COI, dont Madagascar assure la présidence tournante jusqu'en février 2023.

Si la Commission a défini une dizaine d'axes de coopération régionale, le chef de la diplomatie malgache cible surtout trois priorités : la relance post-Covid, la sécurité maritime et la sécurité alimentaire. Richard Randriamandranto annonce aussi qu'il proposera la tenue d'un sommet des chefs d'État avant la fin de la présidence malgache, alors qu'une rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays membres pourrait être organisée autour d'octobre.

La Commission de l'Océan Indien retourne à ses fondamentaux

La commission de l'Océan Indien table aujourd'hui sur des missions à long terme pour favoriser la coopération entre les Etats membres.

C'est qu'affirme son secrétaire général, Vêlayoudom Marimootoo.

Et d'ajouter que les règles fondamentales de la COI permettent d'établir la stabilité, la paix et la sécurité dans la région. D'ailleurs la COI favorise les échanges en matière de sécurité maritime.

« Nous devons assurer la sécurité, non seulement de notre espace maritime, mais aussi garantir que les échanges puissent se faire dans un cadre sécurisé, ce qui veut dire que nous devons mettre en place un certain nombre de mesures, notamment sur la pêche illégale. L'idéal pour nous est que cette zone devienne un sanctuaire de paix pour que les populations aient cette garantie de vivre dans une zone où elles risquent moins. » avance Vêlayoudom Marimootoo.

Lire aussi :

Cinq nouveaux volontaires affectés à Madagascar et à Maurice !
France-volontaires.org

Formation en épidémiologie : Trente professionnels de la santé reçoivent des certificats



Trente professionnels de la santé ont reçu des certificats, le 7 septembre, à l'hôtel Hilton de Flic-en-Flac, après avoir suivi avec succès le programme de formation en épidémiologie de terrain (FETP) de 13 semaines – Frontline One Health. Cette formation, la toute première organisée à Maurice, était coordonnée par le réseau Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA) One Health de la Commission de l'océan Indien (COI) en collaboration avec l'Institut mauricien de la santé (MIH). Il a également été soutenu par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE).

Le ministre de la Santé et du bien-être, le Dr Kailesh Jagutpal, le secrétaire général de la COI, Vêlayoudom Marimoutou, le chef de la coopération de l'UE, Milko Van Gool, le directeur de l'AFD, André Pouillès-Duplaix, le directeur du MIH, le Dr Geeta Daby, et d'autres personnalités étaient présents lors de la cérémonie de remise des certificats.

S'adressant aux participants, le Dr Jagutpal a insisté sur l'importance de la formation continue des professionnels de la santé afin qu'ils soient prêts à lutter contre les maladies infectieuses face à la Covid-19 et aux changements climatiques récurrents dans la région de l'océan Indien. La Covid-19, a-t-il dit, nous a incités à relever des défis, notamment dans le secteur de la santé. Le ministre a également souligné la nécessité d'être plus vigilant face à l'émergence de maladies telles que la variole du singe.
Le Dr Jagutpal a également souligné que les participants de la première cohorte auront l'opportunité de poursuivre leur maîtrise en épidémiologie de terrain, tout en ajoutant qu'une deuxième cohorte comprenant plusieurs

membres du personnel du ministère de la Santé et du bien-être débutera bientôt.

Quant au secrétaire général de la COI, il a évoqué la pertinence et l'efficacité de la formation continue à tous les niveaux pour consolider la résilience. La cérémonie, a-t-il souligné, coïncide avec la Journée mondiale de l'épidémiologie de terrain observée le 7 septembre. Pour lui, la formation des professionnels de la santé est un moyen de renforcer la coopération régionale.
Le secrétaire général de la COI a également souligné que la formation FETP One Health se déroule dans des pays tels que les Comores. Il a également indiqué qu'une équipe de 29 professionnels à Madagascar a reçu ses certificats le mois dernier et qu'une nouvelle cohorte commencera aux Seychelles cette année.

Lire aussi :

Formation en épidémiologie : Trente professionnels de santé reçoivent des certificats **Wazaa.mu**

Le Programme régional des TIC tient un Atelier de validation de l'Étude de la cartographie des parties prenantes et enquête de base et de l'Étude sur le commerce électronique

Lilongwe, dimanche 4 septembre 2022 : Les experts en technologies de l'information et de la communication (TIC) de 29 États membres du COMESA, de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) se réuniront dans le cadre de deux ateliers consécutifs qui se tiendront à Lilongwe (Malawi) du 5 au 10 septembre 2022.

Le COMESA et l'Union européenne ont signé un Accord de contribution, d'une valeur de 8 millions d'euros, au titre du 11e Fonds européen de développement pour la mise en œuvre du Programme de renforcement de la gouvernance et d'un environnement favorable dans le secteur des TIC (RGEF-TIC). Il s'agit d'un programme de 4 ans mis en œuvre par le COMESA en collaboration avec les communautés économiques régionales (CER) partenaires : la SADC, l'EAC, l'IGAD et la COI.

Le Programme RGEF-TIC vise à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et cadres réglementaires régionaux harmonisés en matière de TIC afin de renforcer la concurrence et d'améliorer l'accès à des services TIC rentables et sûrs. Les bénéficiaires sont les 29 États membres de la région de l'Afrique orientale, australe et Océan Indien (AfOA-OI)

La réunion des experts au Malawi examinera et validera les rapports de 2 études entreprises dans le cadre du Programme RGEF-TIC. Le COMESA a engagé deux cabinets pour réaliser les études comme suit : MA Consulting Group pour l'Étude de la cartographie des parties prenantes et l'enquête de base et DT Global pour l'Étude sur le commerce électronique.

MA Consulting Group a été chargé de réaliser une analyse de la cartographie des parties prenantes, élaborer un plan d'engagement des parties prenantes du projet, évaluer les compétences et lacunes des capacités institutionnelles et identifier les besoins de renforcement institutionnel pour la réussite du programme.

DT Global, pour sa part, a mené une étude approfondie des cadres politiques et réglementaires sur le commerce électronique et des pratiques et processus politiques, réglementaires et administratifs connexes des États membres de la région AfOA-OI. L'étude devait identifier les goulots d'étranglement qui entravent l'adoption du commerce électronique dans la région et proposer un programme de travail régional qui permettra de guider et faciliter le l'élaboration et l'adoption d'un Cadre régional pour le commerce électronique.

L'atelier sur la cartographie des parties prenantes et l'étude de base se tiendra du 5 au 7 septembre 2022, tandis que l'atelier sur le commerce électronique se tiendra du 8 au 10 septembre 2022.

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

35e Session du Comité des Pêches : Partage d'expériences de Madagascar sur la gestion de la pêche et de l'aquaculture



Le ministre de la Pêche et de l'Economie bleue, le Dr Paubert Mahatante, lors de son intervention à Rome.

Madagascar participe activement à la 35e Session du Comité des Pêches qui se tient depuis le 5 septembre jusqu'au 9 septembre prochain au siège de la FAO à Rome, en Italie.

Le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, le Dr Paubert Mahatante Tsimanaoraty y représente non seulement la Grande île mais aussi l'organisation régionale SADC regroupant 16 pays d'Afrique australe. Lors de son intervention à la tribune de cette assemblée internationale, il a partagé les expériences de son pays sur la gestion de la pêche et de l'aquaculture. « *Ces secteurs sont censés contribuer à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté, dans le cadre de la réalisation de l'Objectif de Développement Durable No 14. En tant qu'île, notre vision est de faire de la pêche et de l'aquaculture l'un des principaux piliers de la croissance économique tout en améliorant la gouvernance des océans et en protégeant les écosystèmes, afin de développer le secteur de l'économie bleue* », a-t-il soulevé.

Stratégie de l'économie bleue. Cependant, dans de nombreux États membres de la SADC, la consommation de poisson est encore très faible. Elle est d'environ 4,26 kg/habitant/an pour Madagascar contre 146 kg/habitant/an aux Maldives. En matière de gestion de la pêche et de l'aquaculture, « *notre atout est la collaboration fructueuse avec divers acteurs et partenaires techniques tels que la FAO qui nous accompagne pour mettre en place une plateforme de pêche artisanale et établir un plan d'action national de pêche artisanale. Ainsi, avec l'appui de l'Union Africaine-Bureau Interafricain des Ressources Animales (UA-IBAR), nous disposons désormais d'un Cadre Politique Africain et une Stratégie de Réforme de la Pêche et de l'Aquaculture (PFRS) et de la Stratégie Africaine de l'Economie Bleue (ABES). Cela fait de Madagascar l'un des rares pays d'Afrique à avoir mis en place avec succès une stratégie de développement de l'économie*

bleue qui est la marque de fabrique de la Stratégie de l'économie bleue de l'UA », a évoqué le ministre Paubert Mahatante.

Cinq pays bénéficiaires. Par ailleurs, " dans le cadre du développement de la pêche artisanale, nous mettons en place des complexes de pêche et des zones d'émergence piscicole. Outre la ratification de la Charte de suivi, contrôle et surveillance de la SADC, nous renforçons notre collaboration avec le programme régional ECOFISH pour nous permettre de sécuriser les ressources au sein de notre Zone Économique Exclusive et pour protéger la zone de pêche artisanale de la pêche industrielle ". **Madagascar prévoit également d'utiliser 41 patrouilleurs navires et 9 drones maritimes pour la surveillance de la pêche d'ici la fin de cette année. Le « *Centre de Surveillance de Pêche, en collaboration avec le CRFIM*, *Stop Illegal Fishing, Global Fishing Watch, l'Ocean Global Alliance, sera en charge de la gestion et de l'exploitation de ces outils pour lutter efficacement contre la pêche Illicite, Non déclarée et Non réglementée (INN). Ainsi, Madagascar fait également partie des cinq pays qui bénéficieront du projet pionnier de la FAO de lutte contre la pêche INN en Afrique* », d'après toujours ses explications.

Pêche durable et équitable. Dans le cadre de cette 35e Session du Comité des Pêches à Rome, le ministre de tutelle a évoqué qu'il faut mettre en œuvre l'approche globale pour la pêche à petite échelle et semi-industrielle étant donné que ces deux segments de pêcherie sont vitaux. La collaboration avec toutes les parties prenantes pour améliorer la collecte et la transparence des données, pour la sécurité des pêcheurs, est également sollicitée, sans oublier l'alignement de la stratégie de développement de la pêche et de l'aquaculture à la stratégie de l'économie bleue. L'objectif est de parvenir à une croissance significative et durable. Par ailleurs, le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue a toujours sollicité le développement des coopérations entre toutes les parties prenantes pour renforcer la protection des activités de pêche contre toute forme de Pêche INN, et ce, pour parvenir à une pêche durable, légale, équitable et sûre pour tous.

Navalona R.

La secrétaire générale de l'OIF rencontre les entrepreneurs de l'association EFOI



La secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo, a rencontré des entrepreneurs de **l'Association entreprendre au féminin océan indien (EFOI)** – Maurice, le vendredi 9 septembre, à Curepipe. Cette visite s'inscrit dans le cadre du projet « Economic empowerment of women through new technologies of banana fibres » porté par l'association EFOI – Mauritius, qui est également lauréate du fonds « Francophonie avec elles » 2021.

Louise Mushikiwabo a, dans un communiqué, souligné que cette visite s'inscrit dans le cadre d'une visite beaucoup plus large dans la région de l'océan Indien où la communauté francophone s'est considérablement investie, à l'exemple de l'île Maurice qui est un pays fondateur de l'organisation. Cette visite, a-t-elle souligné, est beaucoup plus étendue et a pour objectif de renforcer les relations qui existent entre l'Organisation et les pays membres. « C'est une visite qui nous permet d'être à l'écoute de nos Etats, de la population, de la société civile, entre autres, afin de s'assurer que les programmes conçus depuis le siège de l'OIF à Paris sont en adéquation avec les besoins sur le terrain », a souligné Louise Mushikiwabo.

Par ailleurs, la secrétaire générale a souligné que la visite de cette entreprise féminine est importante car elle s'inscrit dans le cadre du soutien de l'OIF à l'activité économique des femmes à travers un fonds qui a été créé pendant la période de pandémie en 2020. L'objectif de ce fonds, a-t-elle indiqué, est d'apporter un soutien aux femmes qui ont été durement touchées par la pandémie et le « lockdown » car elles ont dû cesser de travailler et, n'étant pas salariées, se sont retrouvées dans une situation de précarité. « C'est une grande fierté pour moi de réaliser que l'impact des financements, bien que limité, sur la communauté des femmes de ce pays est réel car il leur a permis de rester actives, de travailler, de soutenir leurs familles et d'apprendre », a-t-elle déclaré.

La secrétaire générale a ajouté que ce projet de fibre de banane « est un projet plutôt avancé et futuriste car nous restons dans un contexte de biodiversité appropriée ainsi que d'utilisation des ressources naturelles de notre terre pour nous soutenir ». « Je rentre à Paris avec la satisfaction d'avoir vu que ce fonds, « la Francophonie avec elles », améliore le niveau de vie des femmes et les aide à créer des ressources pour leurs familles », a-t-elle informé. Selon Louise Mushikiwabo, ce projet devrait bénéficier de ressources supplémentaires afin d'atteindre plus de femmes pour qu'elles puissent aller plus loin en utilisant les différentes technologies utilisables avec la fibre de banane.
Pour sa part, la présidente de l'association EFOI-Maurice, Nadine Pierre, a rappelé que depuis 2001, EFOI regroupe des femmes chefs de micro-entreprises et promeut l'entrepreneuriat. « EFOI est une plateforme regroupant des pays tels que La Réunion, les Comores, Madagascar, Maurice, Rodrigues et les Seychelles et est soutenue au niveau régional par la Commission de l'océan Indien lors de comités de pilotage entre autres », a-t-elle souligné.

Dr Olivier Pasnin (Reef Conservation) : « Cinq espèces d'herbiers marins, poumons de la mer, répertoriées dans les lagons mauriciens »



Selon une récente étude, l'équivalent de deux terrains de football d'herbiers marins disparaît chaque heure dans le monde. Communément appelés « gomon » à Maurice, ces herbiers marins, à ne surtout pas confondre avec les algues, sont considérés comme étant le poumon de la mer. Dr Olivier Pasnin, Senior Research Coordinator à Reef Conservation et chef du projet Nature-based solutions for protecting the coastal zone, nous parle de l'importance des prairies d'herbes marines mauriciennes et de protéger les cinq espèces d'herbiers qui ont été à ce jour répertoriées dans les lagons mauriciens, dont ceux de Roches Noires et de Bel Ombre. Il était vendredi à Bel Ombre pour rencontrer les pêcheurs de la localité, des gens « qui connaissent la mer mieux que quiconque, et vous pouvez obtenir des informations cruciales pour tout plan/action de conservation. »

À Reef Conservation, un programme pour la protection des herbiers marins a été mis en place. Dites-nous-en un peu plus…

Suite à une subvention obtenue de la Commission européenne, Reef Conservation a initié en 2021 un projet intitulé Nature-based solutions for protecting the coastal zone d'une durée de cinq ans. Le projet vise à mettre en œuvre des mesures d'adaptation basées sur les écosystèmes pour atténuer l'érosion côtière en identifiant et en évaluant les services écosystémiques fournis par la restauration des herbiers marins qui profitent aux communautés, à la biodiversité et à la gestion des ressources. En d'autres termes, Reef Conservation entreprendra la restauration des herbiers marins à des endroits stratégiques autour de Maurice en adoptant une approche naturelle pour réduire l'effet de l'érosion côtière et en même temps assurer les avantages à long terme des herbiers marins. **Suite de l'article**

Développement durable : Le MEDD procède à la revue semestrielle de l'UNDCF



La ministre Marie-Orléa Vina priorise la réalisation des objectifs pour le développement durable.

Le ministère de l'Environnement et du Développement durable en tant que lead du Plan Cadre de coopération des Nations-Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) confirme son engagement à participer avec dynamisme dans le cadre de ce partenariat afin de contribuer à la mise en œuvre du « Velirano 10 » qui prône la gestion durable de nos ressources naturelles.

La revue semestrielle de l'United Nations Sustainable Development Cooperation Framework (*UNSDCF*) a eu lieu jeudi dernier au Radisson Blu en présence de la ministre de l'Environnement et du Développement durable Marie-Orléa Vina.

Quatre priorités stratégiques

Il s'agit plus précisément du groupe de Résultat 4 de la mise en œuvre de ce plan cadre de coopération qui s'étale sur la période 2021-2023. L'UNSDCF concrétise, rappelons-le, la volonté de mettre en place une vision commune du gouvernement et du Système des Nations Unies en matière de développement durable. Il prévoit quatre priorités stratégiques, à savoir : renforcer la bonne gouvernance, l'état de droit ; assurer le développement du capital humain ; impulser la productivité du travail et la création d'emplois productifs pour des revenus décents et une économie compétitive et enfin renforcer la gestion durable, résiliente et inclusive de l'environnement. Ce Plan de travail constitue l'instrument de mise en œuvre et de suivi de la réalisation des objectifs visés par le Résultat 4 et prévoit trois effets, se déclinant en neuf produits. L'UNSDCF traduit l'appui du Système des Nations Unies à Madagascar pour l'émergence du pays. Pour rappel, en 2015, Madagascar s'est engagé à rejoindre les Nations unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, ainsi que les recommandations de l'Examen périodique universel. **Suite de l'article**

La Gazette des Comores

Coopération Moroni - Riyad Signature d'un accord de rééchelonnement de la dette sur 2 ans

11/09/2022 Ibnou Mohamed



Une forte délégation du Fonds saoudien de développement a achevé sa visite d'une semaine à Moroni par la signature avec le ministre des finances d'un accord de rééchelonnement de la dette des Comores en reportant, sur une période de deux ans.

La coopération entre les Comores et le Royaume d'Arabie Saoudite ne cesse de se renforcer. Une forte délégation du Fonds saoudien de développement se trouvait à Moroni depuis dimanche 04 septembre dernier. Cette délégation composée de consultants, techniciens et experts du Fonds saoudien de développement a effectué plusieurs démarches et rencontre avec les autorités comoriennes pour renforcer davantage les relations bilatérales entre les deux pays. C'était une occasion pour cette délégation conduite par Abdullah Al-Zahrani, directeur des opérations pour l'Afrique du Nord de ce Fonds de passer en revue les projets qu'ils ont financés aux Comores mais également de voir ensemble les voies et moyens d'aider les Comores à faire face aux difficultés qu'ils traversent ces derniers temps.

Le mardi 06 septembre, cette délégation conduite par Abdullah Al-Zahrani, directeur général chargé des opérations pour l'Afrique du Nord a signé avec le ministre des finances, Mze Aboudou Mohamed Chanfiou, un accord de rééchelonnement de la dette, en reportant, pour une période de deux ans, la créance de l'Union des Comores. Et cela grâce à la générosité du serviteur des lieux saints qui a demandé de reporter le début du remboursement de ces dettes par tranches au-delà de 2023/2024 en raison des effets d'une pandémie du Covid-19 et en raison de la situation actuelle dans le monde notamment la guerre en Ukraine.

Suite de l'article

Opportunités commerciales : Signature d'accord entre l'EDB et Business Unity South Africa

Cet accord vise notamment à l'échange et la diversification commerciale

Le cabinet ministériel a donné son feu vert pour la signature d'un protocole d'accord entre l'Economic Development Board (EDB) et la Business Unity South Africa ce vendredi, 09 septembre.

Ce protocole d'accord permettra aux deux organisations d'échanger des informations sur les opportunités commerciales et le potentiel d'investissement, mais aussi d'organiser des missions commerciales prospectives, des voyages d'études, des événements commerciaux, des foires commerciales, des expositions, des séminaires et des sessions de formation au profit mutuel des entreprises.

Les principaux objectifs du protocole d'accord visent notamment à établir un cadre pour développer des relations commerciales plus solides entre les deux pays et améliorer la réalisation de leurs objectifs économiques respectifs. L'accord permettra également de promouvoir et renforcer les liens commerciaux entre Maurice et l'Afrique du Sud, de même que de créer de nouveaux canaux d'échanges commerciaux.

Air Seychelles and Turkish Airlines sign codeshare agreement |10 September 2022



Exchange of documents after the signing

A codeshare agreement between the Seychelles national carrier Air Seychelles and Turkish Airlines has been signed.

The official signing ceremony took place on Thursday this week at Turkish Airlines' headquarters in Istanbul.

Air Seychelles' acting chief executive, Sandy Benoiton, and Turkish Airlines' chief executive, Bilal Ekşi, were present to sign the codeshare agreement in the presence of other distinguished representatives from both parties.

The codeshare agreement aims at reinforcing the commercial partnership between the two aviation companies, providing guests with additional travel alternatives connecting Seychelles and Turkey.

Under this codeshare agreement, Turkish Airlines will place its 'TK' code on Air Seychelles' domestic services between Mahé and Praslin.

In turn, Air Seychelles places its 'HM' code on flights operated by Turkish Airlines between Istanbul to Mahé, Istanbul to Tel Aviv, and Istanbul to Paris flights.

The two partners wish to expand further beyond this agreement in the future.

Both chief executives expressed their excitement for this new chapter in their commercial relationship.

Mr Benoiton underlined how the codeshare agreement will be beneficial for both parties involved.

"Air Seychelles is delighted to extend the 'TK' code on our domestic flights between Mahé and Praslin, allowing a single-ticket transaction easing travel between the two islands. To add, having the 'HM' code appear in key cities in Europe and the Middle East, will provide additional travel options to better our guests' flying experience." **Suite de l'article**

Le changement climatique met l'assurance à rude épreuve



"Pour l'instant, ça tient." Cette phrase prononcée par le directeur financier d'Axa auprès de l'AFP résume l'ambivalence du secteur, réuni jusqu'à mercredi à Monaco pour discuter tarifs, quant à sa capacité à affronter le dérèglement climatique. (Photo : AFP)

Cette année, la France devrait connaître sa pire année sur le front des événements climatiques depuis les tempêtes de 1999, avec 4,3 milliards de dollars de dommages entre janvier et juillet, soit déjà plus que la moyenne annuelle de 3,5 milliards entre 2017 et 2021.
"Ce n'est pas un problème seulement pour la France", précise à l'AFP Robert Mazzuoli, analyste pour l'agence de notation Fitch, citant "l'Australie qui a connu beaucoup d'inondations" et "un niveau record" de sinistres.
"On pourrait aussi citer les inondations en Afrique du Sud et la sécheresse au Brésil", complète son collègue Manuel Arrive.

Pris individuellement, ces périls dits "secondaires" n'engendrent pas de dégâts massifs mais c'est leur multiplication, plus que celles des grosses catastrophes, qui inquiète.
Selon le réassureur Swiss Re, dont le métier consiste à assurer les assureurs, les catastrophes naturelles ont engendré 72 milliards de dollars de pertes économiques au premier semestre, dont 35 milliards pour les assureurs et réassureurs.
C'est certes un peu moins que les 40 milliards du premier semestre 2021, le plus couteux depuis 2011 et les tremblements de terre au Japon et en Nouvelle-Zélande, mais la tendance n'est pas bonne**.** **Suite de l'article**